

ASSOCIATION AFAK POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT DE CONSTANTINE

La cimenterie de Hamma Bouziane dans le collimateur

Erigée là où il ne fallait pas, sur la RN3, prestige oblige du temps des années fastes de l'industrialisation tous azimuts du pays, la cimenterie de Hamma Bouziane n'a cessé depuis de porter préjudice à l'homme et à l'environnement sur un rayon d'au moins 10 km.

Didouche Mourad, Hamma Bouziane et une bonne partie de la ville de Constantine en sont les premières victimes et elles en souffrent jusqu'à nos jours ! Le riche potager de Constantine que fut jadis Hamma Bouziane s'est transformé en un périmètre inculte, grisâtre et monotone. Car les nuages de poussière de ciment ont eu raison des volatiles les plus tenaces, des terres les plus fertiles, bref, de la vie tout court ! Imaginons l'effet que peut bien provoquer sur la santé publique et sur l'environnement, le déversement dans la nature de 6 000 q de cette substance solide polluante chaque année sur la région. Par

un simple calcul d'épicier multiplions cette quantité par le nombre d'années d'existence de cette unité, soit 34 années : cela nous donnera quelque chose comme 20,4 millions de quintaux (204 000 tonnes), c'est tout simplement dramatique et criminel ! Mais où va mener cette conspiration du silence des responsables en charge de ce dossier ? A-t-on le droit de porter préjudice à la santé des populations et à leur bien-être pour une quelconque raison économique ? Plus grave encore, par négligence ou afin de ne pas déboursier quelques milliards de centimes pour l'acquisition d'équipements

adéquats (électro filtres). Ainsi, pour porter haut et fort les préoccupations d'une population décidée plus que jamais à faire entendre sa voix auprès des plus hautes autorités du pays, est née l'association Afak pour la protection de l'environnement. Créée à Didouche Mourad (Constantine) en décembre 2007 par des victimes de cette tragédie écologique, les responsables de ladite association, que préside M. Ouili Cherif, ont saisi, par un brûlot le directeur général de cette cimenterie avec une copie pour information au président de la République qui a, lui-même, sévèrement sermonné les responsables de cette entreprise (ERCE) lors de ses passages dans la région, et leur a demandé de prendre des mesures, mais en vain. D'autres

copies ont également été adressées au wali de Constantine qui ne cesse de rappeler à chaque occasion l'application des recommandations techniques requises, aux présidents de l'APC de Didouche Mourad et de Hamma Bouziane. On mentionne dans cette requête que la situation dans la région est devenue intenable, que ce soit sur le plan de la santé publique (asthme, allergies et autres maladies pulmonaires qui prennent des proportions alarmantes), que sur le double plan écologique et économique. M. Cherif Rahmani, ministre de l'Environnement, qui se montre intransigeant quant à l'application stricte de la réglementation en vigueur, est donc vivement interpellé !

A. M'haimoud

TIZI-OUZOU

L'Association des insuffisants rénaux d'Azazga en quête d'une troisième position d'hémodialyse

Ouvert il y a quelques mois pour pallier le manque d'unités d'hémodialyse dans la wilaya de Tizi-Ouzou, qui compte un nombre impressionnant d'insuffisants rénaux chroniques en phase terminale, le centre d'hémodialyse d'Azazga, doté de 14 générateurs, commence à être débordé de malades.

C'est ce qui ressort des déclarations du président de l'Association des insuffisants rénaux de cette ville qui s'est rapproché de notre bureau pour parler de la nécessité de prévoir une troisième position aux adhérents de sa structure qui ne bénéficient pas de séances d'hémodialyse.

Selon notre interlocuteur, les deux positions assurées jusque-là par le centre d'hémodialyse de l'hôpital Maghmem-

Lounès, de 8h à 12h et de 12h à 16h à raison de trois séances par semaine au profit de 48 malades, doivent être revues à la hausse afin de permettre à un autre groupe de 12 malades de bénéficier de dialyse dans la tranche horaire de 16h à 20h afin de porter le nombre d'hémodialisés à 60.

Le président de l'Association des insuffisants rénaux affirme que de nombreux malades sont, faute de place dans les infrastructures hospitalières de la région qui dispensent ce type de soins, à savoir Tizi-Ouzou et Draâ-El-Mizan, sont orientés vers des unités d'hémodialyse privées. Des soins coûtant 6 000 DA la séance, inaccessibles aux chômeurs qui ne disposent pas de la carte AFS délivrée par les APC soumises aux quotas imposés par la tutelle.

Cela sans compter d'autres médicaments qui coûtent une fortune pour les malades sans ressources et non assurés sociaux, poursuit notre interlocuteur.

Cette revendication fait partie du programme d'action 2008 de l'association qui prévoit de se rapprocher de la direction de l'hôpital d'Azazga pour demander le lancement d'une troisième position de 16h à 20h. En l'absence de la directrice, que nous n'avons pas pu joindre lors de notre déplacement à l'établissement, retenue qu'elle était par une mission, selon son secrétaire, un médecin affirme que «tout dépend de la disponibilité du personnel qu'il faudra renforcer pour concrétiser cette idée de lancement d'une troisième position».

S. Hammoum

TIARET

La formation professionnelle s'ouvre au public

L'esplanade Mohamed-Boudiaf, récemment réhabilitée, a connu hier à l'occasion de la célébration de la Journée du savoir coïncidant avec le 16 avril, une ambiance inhabituelle où le public est venu nombreux découvrir de près les travaux réalisés par le secteur de la formation professionnelle.

Quelque trente stands d'exposition ont été érigés, pour la circonstance, permettant ainsi aux visiteurs de mieux connaître les activités des stagiaires représentant les 15 centres de formation existants à travers le territoire de la wilaya de Tiaret. Certains produits n'ont pas été sans susciter l'engouement attendu comme celui de l'artisanat, les métiers à tisser, l'automatisme, l'électrotechnique, la sculpture sur bois, la menuiserie ou encore le prêt-à-porter.

De son côté et à l'issue de sa visite aux différents espaces d'exposition, le wali de Tiaret, qui a eu droit à des explications

sur les produits proposés n'a pas été sans donner des orientations de manière à mieux mettre en valeur l'importance des métiers et plus particulièrement celles inhérentes aux difficultés d'écoulement auxquelles sont confrontés les centres de formation professionnelle. En ce sens précisément, le premier responsable a pris la décision de réserver l'esplanade Mohamed-Boudiaf ainsi que le théâtre de verdure à l'organisation tous les jeudis et vendredis des expositions au profit des jeunes promoteurs ayant bénéficié des dispositifs de création de micro-entreprises. Idem pour tous ceux

qui peuvent présenter une production aussi bien matérielle qu'immatérielle, devait-il souligner. Et d'ajouter que «de telles initiatives dans les milieux ouverts et loin des établissements, ne peuvent être que bénéfiques pour le secteur pour bien se faire connaître par le truchement de l'information et la publicité». Le wali de Tiaret et dans l'optique d'encourager les intéressés — entre jeunes sortants des centres, femmes au foyer, femmes rurales, artisans... — a également fait part à la presse que l'Etat est disposé à attribuer des locaux

commerciaux à même d'accorder des crédits au titre du dispositif Angem à hauteur de 400 000 DA.

Pour sa part et tout en étant convaincu de l'importance de la formation productive, une spécialité en éclipse ces derniers temps, M. Boutarfa, directeur de la formation professionnelle à Tiaret devait signaler, quant à lui, que son secteur est sur le point de renouer avec ce créneau pour toucher tous les établissements implantés à travers les 14 daïras de la wilaya.

Mourad Benameur

Rectificatif

Dans notre édition de mardi 15 avril et dans l'article intitulé «Tizi-Ouzou, une école verte, un exemple à suivre», paru en page 9, une malencontreuse erreur s'est glissée dans le texte. Il fallait lire l'association universitaire écologique Eco-Action au lieu de évocation. Nous nous excusons auprès de l'association et de nos lecteurs.

BOUDJEMAA HAÏCHOUR À SKIKDA Deux centres téléphoniques et deux bureaux de poste inaugurés

Plusieurs inaugurations ont figuré dans la visite d'inspection et de travail du ministre de la Poste et des Technologies de la communication et de l'information, Haïchour Boudjemaâ, effectuée hier à Skikda.

Ce sont un centre téléphonique de «2 000 équipements» à Sidi Mezghiche, un centre téléphonique de «4 000 équipements» à Hamrouche-Hamoudi, un bureau de poste à Ben-Azzouz et un autre à Filfila ainsi qu'un espace Nedjma à Azzaba, fonctionnel depuis quelque temps.

Le ministre a profité de cette aubaine pour reprendre les propos tenus lors de ces innombrables visites effectuées à travers le territoire national. Parmi eux, il convient de signaler le lancement fin avril de l'avis d'appel d'offres de la téléphonie mobile de la 3^e génération, «le cahier des charges et l'étude sont déjà prêts», dira-t-il ; la distribution de 4500 cartes magnétiques à travers le territoire national ; la réservation de 5 millions de dollars d'investissements directs pour l'épanouissement de son secteur et la prochaine baisse des tarifs d'abonnement à l'ADSL.

Boudjemaâ Haïchour a clôturé sa tournée par une halte aux centres des opérateurs de Djezz et Mobilis et à la salle Aïssat-Idir, où se déroulaient les festivités de célébration de la Journée du savoir, organisées par le secteur de l'éducation.

Zaïd Zoheir

GUELMA Un trottoir transformé en marché

Le long trottoir de la cité Aïn-Defla A et B, sur les hauteurs de la ville de Guelma, qui longe la station de bus de la cité, est devenu avec le temps un véritable marché informel !

Il grouille de marchands ambulants qui viennent quotidiennement vendre toutes sortes de produits, légumes et fruits, poulets, canards, lapins et dindes, herbes aromatiques, huile d'olive et autres.

Les clients sont toujours présents en force car les prix pratiqués sont accessibles aux maigres bourses.

B. A.